Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1985)
Heft: 783

Artikel: Endettement et syndicats
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017753

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DOSSIER DE L'ÉDITO

Endettement et syndicats

En complément à l'éditorial, nous présentons ci-dessous le résumé d'un exposé de Beat Kappeler, secrétaire de l'USS, présenté aux tiers-mondistes suisses alémaniques réunis à Berne en mars dernier.
(Traduction DP, intertitres de la rédaction.)

Dès 1975, l'OCDE préconisait de surmonter la crise par la croissance accélérée de certaines grandes économies nationales susceptibles d'entraîner les autres. Puis on a cru avoir trouvé la solution-miracle avec le recyclage des pétrodollars: ces capitaux accumulés par les puissances de l'OPEP étaient prêtés aux pays du Tiers-monde pour leur permettre d'acquérir des biens auprès des pays industrialisés. Ces derniers rentreraient dans leurs fonds et maîtriseraient du même coup les conséquences du transfert engendré par la hausse du prix de l'énergie. On connaît le principal résultat de cette politique: la crise de l'endettement.

L'IMPRUDENCE DES BANQUES

Les banques occidentales ont violé une règle d'or de leur business en immobilisant pour longtemps des fonds obtenus à court terme. Dès lors, le risque du manque soudain de liquidités devient un danger permanent. Les mêmes banques, qui refusent de l'argent à une jeune entreprise de chez nous, ont rapidement trouvé à rassembler des montants de plusieurs milliards, qu'elles ont aussitôt mis à disposition d'emprunteurs du Tiers-monde; ce faisant, elles savaient que ces capitaux serviraient en définitive au financement de grands projets, voire à celui d'infrastructures non rentables, quand ce n'était pas tout simplement à la consommation. Aux Etats-Unis les incroyables faiblesses du système bancaire sont apparues le plus nettement avec des affaires telles que celles de la Continental Illinois ou de la Financial Corporation of America ou avec la récente ruée sur les guichets des caisses d'épargne de l'Ohio.
Par des accords passés dans le cadre de la Banque des règlements internationaux (BRI), les pays occidentaux ont tissé un réseau de garanties couvrant l'ensemble du système bancaire: tout groupe financier menacé de banqueroute est immédiatement et sans limite «sauvé» par l'institut d'émission correspondant qui met à sa disposition l'argent nécessaire.
Sans en arriver là, il suffirait qu'une nouvelle vague inflationniste réduise sensiblement le montant des dettes. On n'en est pas très loin aux Etats-Unis, qui ont d'ailleurs intérêt à une telle évolution en raison de leur propre endettement extérieur. Les classes moyennes, traditionnelles victimes de l'inflation, et les caisses de pension, détentrices d'obligations en dollars, payeront la facture.
Mais si une véritable crise du système bancaire devait se produire, par exemple suite à la prochaine baisse conjoncturelle (en 1987?), elle se répercuterait vite et durablement sur la situation économique de notre pays où les banques sont très fortement impliquées dans les affaires internationales. On se rappelle que dans les années trente la Confédération a mené une politique dommageable pour l'ensemble de la population, et a pris le risque de prolonger la crise dans le seul but de préserver les banques.

TOUT LE MONDE, IL Y PERD

Les oligarchies au pouvoir dans les pays d'Amérique latine (après comme avant les démocratisations récentes) se préoccupent d'assainir la situation d'entente avec le Fonds monétaire international (FMI), non pas par le remboursement des capitaux mis à l'abri à l'étranger par les classes riches, mais par une compression du pouvoir d'achat et par une politique déflationniste. Les autorités procèdent à des réductions de salaires et cessent de subventionner la diminution artificielle des prix des produits de première nécessité. Les dévaluations opérées provoquent d'un seul coup le renchérissement des importations et la réduction des prix des biens vendus à l'étranger. Parallèlement, des mesures en faveur des capitaux privés sont censées rendre attractif le retour des fonds évadés. Autant dire que ces capitaux commandent d'un bout à l'autre la politique suivie, d'abord en provoquant la crise, puis en définissant les conditions pour la combattre.
Le Mexique et le Brésil ont déjà enregistré à plusieurs reprises de gros excédents de leur balance commerciale grâce à la politique de déflation. Mais l'inflation galopante montre bien que l'on n'est pas parvenu à transformer l'économie intérieure. Dans ces conditions, les affrontements se feront toujours plus virulents.
On peut aussi se demander si ces pays pourront maintenir le rythme de leurs performances à l'exportation sans renouveler leur appareil de production. Pour l'heure, les marchés mondiaux sont de toute manière encombrés. Les Etats-Unis à eux seuls ont perdu dans les années 82/83 environ 400 000 places de travail, parce qu'ils ne pouvaient plus compter sur la clientèle sud-américaine. Tant que les USA trouveront de quoi financer leurs déficits (impasse budgétaire et balance commerciale), une certaine compensation s'opérera spontanément. Mais la récession latente qui affecte toute l'économie mondiale tend à peser sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs dans l'ensemble des pays industrialisés. Partout les bas salaires sont présentés comme des facteurs décisifs de compétitivité.

ET LES SYNDICATS?

Les instruments utilisés jusqu'ici sont-ils encore efficaces? Pensons au rapprochement des condi-

tions de salaire et de travail en vigueur dans les pays industrialisés, d'une part, et en voie de développement, d'autre part, par le renforcement des fédérations syndicales internationales, par les syndicats de groupes, par les dispositions des contrats collectifs tels que la convention de l'horlogerie (droits syndical et contractuel garantis dans le monde entier), par la politique des préférences tarifaires, par l'appui aux différentes composantes du nouvel ordre économique mondial (prix des matières premières), par le développement des fonds de solidarité, par l'aide à l'établissement de nouveaux centres de production.

Pour ce qui concerne plus spécialement la Suisse, le catalogue des sujets de réflexion est également bien fourni: réforme de la garantie contre les risques à l'exportation, défense des droits de l'homme dans les pays étrangers, renforcement de l'entraide judiciaire pour combattre la fuite des capitaux, inscription de l'obligation de diligence dans la Loi sur les banques, achats directs de matières premières et de produits agricoles aux pays du Tiers-monde (par exemple par les gros distributeurs ou l'Etat).

Il faut penser aussi à une solidarité différenciée à l'égard des gouvernements des pays en voie de développement: après tout le Venezuela a été ruiné par la gauche et les démocrates chrétiens, la Bolivie et sa centrale syndicale ne font pas une politique économique digne de ce nom, tandis que le nouveau régime argentin laisse dangereusement passer le temps sans rien entreprendre.

Nous devrions également penser davantage aux pays asiatiques au lieu de nous préoccuper surtout des Amériques centrale et latine. Depuis cinq ou six ans l'Inde obtient des résultats assez intéressants. A suivre aussi le cas de l'Algérie qui a décidé en 1979 de ne plus laisser s'accroître sa dette extérieure et qui peut désormais se permettre de ne plus accorder dans la même mesure qu'ailleurs des baisses artificielles de prix sur les produits alimentaires de base; si les légumes sont aussi chers à Alger qu'à Zurich sans que la population descende dans la rue, c'est que la classe dirigeante tire sa légitimation d'une certaine intégrité. Quant aux pays qui subventionnent démagogiquement les produits de consommation courante, ils sont tout juste parvenus à ruiner leurs propres paysans, mal payés et découragés par les importations; et lorsque le FMI commande de stopper l'octroi de telles subventions, ce sont les travailleurs et les habitants des villes qui à leur tour crient leur désespoir.

SIMPLON

Route du ferroutage coupée

Faut-il reprocher aux CFF leur décision de supprimer le transport des automobiles à travers le tunnel du Simplon? Ce service n'est pas rentable, dit-on. Les CFF traînent, à petite vitesse, un lourd déficit. La rigueur de gestion s'impose à eux; ils décrochent donc ce wagon.

ET POURTANT

Dans les informations données, — chose curieuse avant tout aux radios locales de Zurich et Lausanne (et le Valais?) — le chiffre exact du déficit n'est pas cité. Ni la presse, ni l'ATS ne l'articulent. Première question: quel est l'enjeu? combien?

Car il y a le montant, en chiffres, et le contexte qui est régional et international concernant aussi l'ensemble de la ligne du Simplon.

Peut-on ignorer les Italiens? La moitié du parcours emprunté par le transport auto est sur leur territoire; quelques emplois, chez eux aussi, seront touchés. Mais surtout le Simplon comme ligne européenne est en concurrence avec d'autres lignes, le Mont-Cenis en particulier. La suppression de ferroutage ne «dynamise» pas l'image du Simplon, en une période cruciale.

L'Office fédéral des transports annonce que simultanément des subventions seraient accordées au Loetschberg pour abaisser le coût du ferroutage entre Kandersteg et Goppenstein. Le prix du transport d'une voiture serait ainsi abaissé de Fr. 28.— à Fr. 15.—. C'est bien. Mais pourquoi ne pas envisager, par exemple, un ferroutage complet de Kandersteg à Domodossola? Il est peu logique d'obliger les voitures, chargées, à entreprendre la descente (ou la montée) de Goppenstein à Gampen pour ensuite escalader (sur une quasi-autoroute, il est vrai) le col du Simplon, qui, malgré d'exceptionnels efforts de la voirie, n'est pas facile en toute saison.

Si l'Office fédéral des transports veut faciliter la collaboration rail-route, pourquoi ne pas envisager une mesure qui prendrait en compte la traversée complète des Alpes. Ce serait aussi l'occasion de rediscuter avec l'Italie la politique tarifaire entre Iselle et Domodossola qui est, dit-on, exceptionnellement chère.

Lorsqu'un service dans un grand ensemble commercial est déficitaire, il est tentant de le supprimer. La rigueur paresseusement dispense de l'innovation. Mais l'amputation chirurgicale est souvent solution de facilité. Tel est le cas pour le Simplon. La traversée des Alpes est dans ce secteur en deux étapes. On encourage pour le ferroutage la première étape, grâce au groupe de pression du Loetschberg, mais on boucle la seconde. La logique voudrait que l'on promeuve, comme axe européen, la traversée alpine complète: Kandersteg - Brigue - Domodossola.

Le canton du Valais a annoncé sa volonté de se défendre. C'est naturel. Mais la solidarité romande aurait là une occasion de se manifester. L'enjeu dépasse le nombre actuel des usagers. Le lieu de cette solidarité est la Commission du Simplon. On a remarqué (malgré l'excuse vacancière) son absence de réaction spontanée, rapide. Espérons qu'elle sera d'autant plus ferme qu'elle aura pris le temps de se manifester. **A. G.**